



Appel d'offres ouvert

Article L.2124-2 du code de la commande publique

Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

**Prestations de formation continue en
management et en compétences
comportementales pour l'ENTPE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP) COMMUN A TOUS LES LOTS**

SOMMAIRE

1	OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1	Objet de la consultation	4
1.2	Lieux d'exécution des prestations	4
1.3	Allotissement	4
1.4	Forme du marché	4
1.5	Durée du marché public et délais d'exécution.....	4
1.6	Langue d'exécution du marché public.....	5
2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
3	EXECUTION DU MARCHE PUBLIC.....	6
3.1	Obligation de conseil.....	6
3.2	Comportement du personnel.....	6
3.3	Accès – Consignes et assurances.....	6
3.4	Modalités d'exécution de l'accord -cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande	7
3.5	Vérification et admission	7
3.6	Pénalités	7
3.7	Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la Commande Publique	8
4	SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	9
4.1	Réunions de suivi	9
4.2	Relations entre les parties	9
4.3	Confidentialité.....	9
5	MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC.....	10
5.1	Modifications relatives au Titulaire.....	10
5.2	Clause de réexamen	11
5.3	Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles.....	11
5.4	Evolutions administratives	11
5.5	Evolutions technologiques	11
6	DEFAILLANCE DU TITULAIRE ET REALISATION AUX FRAIS ET RISQUES	12
7	REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE	12
7.1	Contenu des prix	12
7.2	Forme et évolution des prix	12
7.3	Avance.....	13
7.4	Modalités de facturation et de règlement.....	13
8	RESILIATION DU MARCHE	15
8.1	Résiliation pour motif d'intérêt général	15
8.2	Résiliation aux torts du Titulaire	15

8.3	Résiliation pour évènement liés au marché	15
9	REGLEMENT DES LITIGES.....	16
10	DEROGATIONS AU CCAG FCS	16

1 OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet de la consultation

La consultation concerne l'exécution de prestations de formations en matière de management, de compétences comportementales. Ces prestations seront encadrées par la Direction du Développement et de l'International (DDI) de l'ENTPE.

La description des prestations à réaliser est détaillée dans le CCTP.

1.2 Lieux d'exécution des prestations

Les prestations seront réalisées dans les locaux de l'ENTPE

ENTPE

3, rue Maurice AUDIN

69120 Vaulx-en-Velin

1.3 Allotissement

La présente consultation est allotie en 2 lots, chaque lot donnant lieu à un marché public, conformément aux dispositions des articles L.2113-10 et R.2113-1 à R.2113-3 du Code de la commande publique.

- Lot 1 : Formation ITPE PRO.
- Lot 2 : Formation CONTINUÉE.

Les opérateurs économiques peuvent présenter des offres pour un ou plusieurs lots.

1.4 Forme du marché

Le marché public issu de la présente consultation constitue un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, conformément à l'article L.2125-1 1° ainsi qu'aux articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique

Cet accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu avec les maximums suivants article (R.2162-4 2° du code de la commande publique) :

Lot	Description	Maximum sur la durée totale du marché soit 48 mois
1	Formation ITPE PRO	250 000,00 € HT
2	Formation CONTINUÉE	280 000,00 € HT

1.5 Durée du marché public et délais d'exécution

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification ; pour une durée de 12 mois ferme.

A l'issue de la première période, le marché public est reconductible 3 fois pour une période de 12 mois, selon les dispositions du CCAP.

Dans l'hypothèse où le RPA décide de ne pas reconduire le marché public, il en informe le Titulaire par courrier avec accusé de réception au plus tard trois (3) mois avant l'échéance. Le Titulaire ne pourra renoncer à la tacite reconduction du marché.

1.6 Langue d'exécution du marché public

1.6.1 Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

1.6.2 Obligations du titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

1.6.3 Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP.

De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe : Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et le DQE ;
- Le présent CCAP ;
- Le CCTP ;
- La fiche Désignation contact lot n°1 et 2 ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- L'offre technique du Titulaire.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi.

L'offre technique du Titulaire ainsi que le BPU/DQE constituent des engagements unilatéraux de la part du titulaire vis-à-vis du maître d'ouvrage, qui pourra par conséquent à tout moment, exiger du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans le document.

Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution du marché public ne sera admise.

Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

3 EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

3.1 Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseils, de mises en garde, et recommandations nécessaires à la bonne exécution du marché.

Si des conseils, des informations, et des recommandations sont formulés oralement à l'Etablissement, ils donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation dans les conditions de l'article 3.1 du CCAG-FCS 2021.

L'Etablissement est tenu de manière générale à une obligation de collaboration et à ce titre, met à la disposition du Titulaire les informations qui lui sont nécessaires dans le cadre du marché.

3.2 Comportement du personnel

Le Titulaire s'engage à faire respecter par son personnel le règlement intérieur du site, son non-respect engageant sa responsabilité.

Il est en outre interdit :

- D'utiliser le téléphone à d'autres fins que professionnelles.
- De fumer dans les locaux.
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse.
- De provoquer du désordre d'une façon quelconque sur les lieux de travail.
- De manquer de respect aux usagers.
- De se faire aider, dans l'exécution de son travail par une personne étrangère à l'entreprise.
- De récupérer pour son compte ou celui d'un tiers, tout matériel, document ou papier, même semblant avoir été laissé à l'abandon.

3.3 Accès – Consignes et assurances

Le personnel du titulaire a accès aux équipements sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité applicables au service concerné.

Il doit justifier de son appartenance à l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile, découlant de l'exploitation qui lui est confiée. Il devra justifier de cette souscription au plus tard dans le mois qui suit la notification du marché, à la demande du RPA.

Au titre du marché, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages corporels, équipements et immatériels, consécutifs, résultant directement de la mise en jeu de sa responsabilité civile, au titre des prestations lui incombant, que ces dommages soient causés à des tiers ou à chaque site.

D'autre part, il doit être en conformité avec le décret n°92-158 du 20 février 1992 relatif à la sécurité des personnels des entreprises extérieures à l'Etablissement.

Le RPA se réserve la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation si les conditions de sécurité ne sont pas respectées jusqu'à la mise en œuvre par le prestataire des dispositions nécessaires.

Le cas échéant, la participation du titulaire est requise à une inspection préalable commune organisée annuellement par site concerné. Cette inspection préalable commune a pour objectif d'analyser préalablement les risques liés aux interventions et de définir les mesures de sécurité à prendre par les différentes parties.

Les dispositions pratiques sont définies pour chaque site concerné par un document spécifique.

3.4 Modalités d'exécution de l'accord -cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par l'acheteur et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- La référence de l'accord-cadre
- L'identification du titulaire
- La désignation des prestations
- Leur lieu d'exécution
- Le calendrier d'intervention
- Les prix unitaires et totaux HT et TTC
- L'adresse de facturation MARCHE

3.5 Vérification et admission

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des Services s'effectuent conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS.

3.6 Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Services non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondants aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

3.6.1 Pénalités de retard ou de mauvaise exécution

En cas de formations annulées dans un délais inférieur à 5 jours ouvrés, le Titulaire est redevable d'une pénalité d'un montant égal à 50% du montant initialement prévu.

Les formations ainsi annulées devront être à nouveau planifiées dans un délai de 30 jours calendaire.

En cas de difficultés récurrentes à obtenir un suivi correct et régulier des prestations (absence de réponses aux mails, courriels, appels téléphoniques, de prise en compte des observations du pouvoir adjudicateur, absence à une réunion sur site...), le Titulaire est redevable d'une pénalité forfaitaire d'un montant de cent (100) euros TTC pour absence de

réponse aux sollicitations (par mail ou courrier) à compter du 3ème message sur une période de 10 jours ouvrés.

3.6.2 Pénalité pour absence d'information

En cas d'absence d'information du Titulaire envers l'ENTPE (par téléphone dans un premier temps puis par écrit) sur un retard dans la réalisation des prestations, le Titulaire encourt une pénalité d'un montant de trente (30) euros HT par fait générateur.

3.6.3 Pénalité pour retard dans la remise des livrables

En cas de non-délivrance des attestations de formation dans les délais prévus au CCTP, le Titulaire est redevable d'une pénalité d'un montant de cinquante (50) euros HT par jour calendaire de retard.

En cas de non-remise du support papier à la fin de la formation du Titulaire au stagiaire, le Titulaire est redevable d'une pénalité d'un montant de dix (10) euros HT par stagiaire.

En cas de non transmission de la feuille de présence, le Titulaire est redevable une pénalité d'un montant de cinquante (50) euros HT par constat.

En cas de non transmission du dossier de formation complet, le Titulaire est redevable une pénalité d'un montant de cinquante (50) euros HT par dossier.

3.6.4 Pénalité pour prestation non conforme

Outre les pénalités spécifiques susvisées, en cas de prestation non-conforme au cahier des charges techniques et à l'offre du Titulaire, l'ENTPE se réserve le droit d'appliquer des pénalités à hauteur de 100 € par non-conformité constatée.

3.7 Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la Commande Publique

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'ENTPE afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

4 SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

4.1 Réunions de suivi

Le RPA organise annuellement une réunion de suivi de l'exécution du marché public avec le Titulaire.

Le Titulaire adresse au RPA, tous les ans à compter de la notification du marché public un état récapitulatif de l'exécution du marché public.

Cet état mentionne, notamment :

- La désignation et les références des Services exécutés
- Le numéro de lot et le nombre de Services exécutés par référence
- Le chiffre d'affaires HT par référence au cours de la période écoulée
- Le cas échéant, les Services rejetés font l'objet d'une information complémentaire.

4.2 Relations entre les parties

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA. Il désigne également nommément les membres de son personnel responsables du déploiement et de l'exécution des Services.

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA directement auprès des personnels précités.

4.3 Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l'ENTPE au Titulaire restent la propriété de l'ENTPE.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'ENTPE.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

4.3.1 Obligation du titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés,
- À l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'ENTPE ait donné son accord préalable ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- Au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - ✓ ▪ s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - ✓ ▪ reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'ENTPE se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'ENTPE.

4.3.2 Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'ENTPE pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

5 MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC

5.1 Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger

- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant :

<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>

- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

5.2 Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché.

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public.

L'accord du RPA est notifié au Titulaire.

5.3 Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG FCS.

5.4 Evolutions administratives

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence des Services objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références du Service considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à ce Service dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

5.5 Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Services objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un (1) mois après réception des informations.

En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires.

A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Services nécessaires à titre gratuit.

Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouveaux Services, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans

incidence sur les engagements contractuels volumes minima et maxima des Services indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouveaux Services dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire.

La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

6 DEFAILLANCE DU TITULAIRE ET REALISATION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas d'inexécution du Service, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'ENTPE se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

7 REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE

7.1 Contenu des prix

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux Services.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Services, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

7.2 Forme et évolution des prix

7.2.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les conditions financières du présent accord-cadre sont réputées établies sur la base des conditions économiques du mois décembre 2024, ce mois est appelé « mois zéro » (mois de la remise des offres).

7.2.2 Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables annuellement au 1er janvier de chaque année en application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times (S1/So)$$

Avec :

So : le dernier indice connu au cours du mois de remise de l'offre

S1 : le dernier indice connu

Po : Prix initial

Pr : Prix révisé

L'indice de référence est l'indice SYNTEC.

Le Titulaire s'engage à faire parvenir à l'ENTPE, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif (barème, avec un préavis d'un mois avant la date prévue pour l'application de la révision.

Le défaut d'exécution à la date prévue de cette obligation conduira l'ENTPE à considérer que l'évolution des prix rapport au tarif (barème) précédent égale à 1.

7.2.3 Clause butoir

Les prix ne peuvent augmenter que de **3%** maximum par an.

Dès lors que la variation du prix dépasse le pourcentage fixé, l'ENTPE se réserve le droit de résilier le marché sans que le Titulaire, par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS, puisse prétendre à indemnité.

7.2.4 Arrondis

Lors de la mise en œuvre de la révision de prix, les calculs intermédiaires et finals seront effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

7.3 Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est de 10%

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

7.4 Modalités de facturation et de règlement

7.4.1 Facturation

Les demandes de paiement des éventuels acomptes et du solde s'effectueront dans les conditions fixées par l'article 11 du CCAG FCS. Pour les actions de formation, des acomptes peuvent être demandés et leurs montants sont déterminés en fonction des journées d'action de formation réalisées. Le titulaire remet une facture définitive en précisant la somme à laquelle il prétend, au vu de la prestation réalisée et comportant les indications suivantes :

- Les noms, adresses et numéro SIRET des créanciers ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro, la date du marché / du bon de commande ;
- Le décompte détaillé, en quantité et prix HT, de chaque prestation admise ;
- Le montant hors T.V.A.,
- Le taux et le montant de T.V.A. et le montant total de la facture ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ;

- La date.

Les demandes de paiement seront envoyées via la plateforme Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Identifiant SIRET de l'ENTPE : 130 002 884 00018

Code ENTPE : FACTURES_PUBLIQUES

7.4.2 Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de trente (30) jours pour l'ENTPE à compter de la date de réception de la facture.

La date de réception des factures est constatée par l'ENTPE.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des Services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de la livraison des Services, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Services ne sont pas admis ou s'ils sont rejetés à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies à l'article « admission » du CCAP, elles donnent lieu à un avoir.

ENTPE se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

7.4.3 Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'ENTPE, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

7.4.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire.

Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

7.4.5 Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- La copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'ENTPE délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

8 RESILIATION DU MARCHE

8.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ENTPE peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public.

8.2 Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'ENTPE peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'ENTPE ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'ENTPE ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'ENTPE peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

8.3 Résiliation pour évènement liés au marché

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, l'ENTPE peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure

8.3.1 Exécution aux frais et risques

L'ENTPE se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

9 REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du Code de justice administrative.

10 DEROGATIONS AU CCAG FCS

Les dérogations suivantes sont apportées par le présent CCAP au CCAG FCS :

Article du CCAP	Article du CCAG FCS auquel il est dérogé	Dérogation
3.6	14.1.3 14.1.2	Aucune exonération de pénalité prévue Montant total des pénalités pas plafonné
7.2.3	38	Clause butoir
7.3	11	Taux de l'avance de 10%
7.4.5	4.2.1 4.2.2	Seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants La copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.
8.1	42	Pas d'indemnité si résiliation pour motif d'intérêt général